

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N°23668 DATÉ JEUDI 11 FÉVRIER 2021
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

PANDÉMIE À AMIENS, L'UNIVERSITÉ ET LE « TRAUMA COLLECTIF » DES ÉTUDIANTS

Le service de santé de l'établissement reçoit des jeunes très affectés par l'impact de la crise sanitaire sur leur cursus et leur vie sociale

PAGES 6 ET 7



LICENCES SÉLECTION À DOUBLE VITESSE

Dans un contexte concurrentiel exacerbé par Parcoursup, certaines licences sont devenues très sélectives, quand d'autres restent accessibles à tous

Avec un taux de réussite aux examens en progression ces dernières années, l'université change peu à peu de visage

PAGES 2 À 5



RÉFORME LES IUT SE REFOIT UNE BEAUTÉ

A partir de la rentrée 2021, le cursus s'étalera sur trois ans, avec des programmes adaptés

PAGE 4

ORIENTATION UNE NOUVELLE PRÉPA

Spécialisée en informatique, elle permet de préparer les concours des écoles d'ingénieurs

PAGE 4

POSTBAC DES BACHELORS TRIÉS SUR LE VOLET

Certains, en école de commerce ou d'ingénieurs, viennent d'obtenir le « grade de licence », label de qualité

PAGE 5

ILLUSTRATIONS : ISABEL ESPANOL



1^{er}
BBA HYBRIDE
VISÉ EN
FRANCE

BBA BIG DATA & MANAGEMENT

DIPLÔME VISÉ BAC + 4

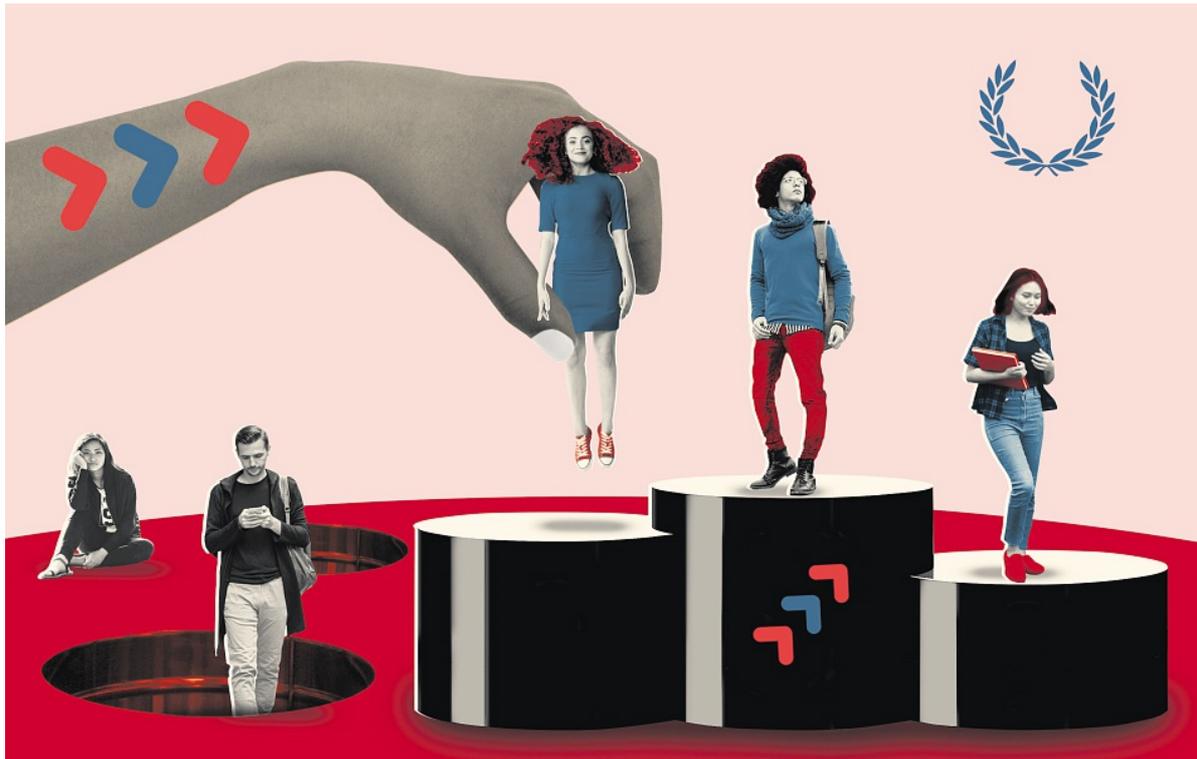


ADMISSION POST BAC CONCOURS PROPRE • PARCOURSUP

- Programme unique pour une double compétence ingénierie/management
- Formation 100 % en anglais avec 15 mois à l'étranger sur les 4 années du cursus
- Expertise de deux écoles réputées
- Accompagnement personnalisé des étudiants

Pour plus d'informations : bba@audencia.com / Tél. 02 40 37 81 23





EN LICENCE, LA SÉLECTION AVANCE MASQUÉE

Choix de l'université, de la discipline, le cas échéant de la majeure : les lycéens doivent plus que jamais se montrer stratège dans ce nouvel univers concurrentiel

Depuis des années, la question de la sélection à l'entrée de l'université a le don de crispier les esprits. Existe-t-elle ? Fait indéniable : les universités sont obligées, depuis la loi relative à l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) de 2018, de classer tous les dossiers de candidature qu'elles reçoivent sur Parcoursup, la plate-forme de pré-inscription dans l'enseignement supérieur.

Et comme chaque candidat (ils sont environ 800 000) peut formuler jusqu'à dix vœux, ce sont des millions de candidatures que les éta-

blissements doivent traiter. Mais si l'on exclut la petite minorité de licences sélectives et signalées comme telles (grosso modo, les « doubles licences »), un certain nombre de licences dites « non sélectives » ne peuvent pas accueillir tous les candidats qui en ont fait le vœu.

Du côté du ministère de l'enseignement supérieur, une seule vision claironnée : « Les licences sont des formations non sélectives, martèle Jérôme Teillard, responsable de Parcoursup. Elles peuvent admettre une candidature ou la mettre en liste d'attente, mais elles ne peuvent pas la refuser, contrairement aux formations sélectives. » « On regarde les dossiers et on classe tout le monde, personne n'est exclu », renchérit François Germinet, président de Cergy Paris Université et de la commission de la formation de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Ensuite, tout est un jeu de confirmations des vœux et de désistements. Certes, « même le dernier candidat classé peut intégrer la filière à la rentrée, si des personnes classées devant lui sont parties ailleurs », comme le dit M. Germinet. Mais, en réalité, c'est loin d'être le cas partout. Lorsque la capacité d'accueil est insuffisante, les candidats moins bien classés restent avec une réponse « oui – en attente » jusqu'à la fin de la procédure... Et n'ont finalement pas de place. Autrement dit, ils ne sont pas refusés par la licence demandée... mais « non acceptés », en langage Parcoursup.

Une subtilité qui ressemble à un voile jeté pudiquement sur un constat dénoncé depuis plusieurs années par les syndicats étudiants, entre autres, et qui s'accroît avec la poussée démographique : les universités manquent de moyens pour accueillir tous les candidats qui souhaitent y poursuivre les études supérieures de leur choix.

Que les futurs bacheliers et leurs parents se rassurent : cette situation n'est pas systématique. Une majorité de licences vont jusqu'au bout de leur liste. Le fait que les dossiers soient classés et les critères retenus à cette fin ont alors moins d'importance. « C'est pour les filières en tension qu'il existe une forme de

sélection », explique Anne Fraisse, présidente de l'université Paul-Valéry-Montpellier-III.

Il n'existe pas de liste des licences dites « en tension », c'est-à-dire celle dont les capacités d'accueil sont insuffisantes. D'autant que les flux peuvent varier d'une année sur l'autre, et d'une université à l'autre. Mais il est possible de les identifier sur le moteur de recherche de Parcoursup. Ainsi trouve-t-on sur le podium des formations les plus demandées en 2020 le PASS (parcours d'accès spécifique santé) – ancienne Paces. « Nous avons connu en 2020 un afflux considérable de candidatures vers les formations en santé, probablement grâce au regard porté sur nos métiers avec le début de l'épidémie de Covid-19 », commente Patrice Diot, président de la Conférence des doyens des facultés de médecine, et doyen de la faculté de médecine de Tours. Il estime cependant que, dans son université, la filière « n'a pas été saturée ».

DISPARITÉS RÉGIONALES

Un constat à nuancer, comme le montrent les statistiques disponibles sur la plate-forme Parcoursup. Ainsi, en 2020, à Tours, pour les LAS (une voie d'accès aux études médicales, avec une majeure disciplinaire), certaines majeures (maths-physique, maths-informatique) ont offert des places à presque tous ceux qui les demandaient. Mais les taux d'accès – soit le pourcentage de candidats qui ont eu à la fin une proposition d'admission – ne sont que de 32 % pour les LAS sciences de la vie ou de 17 % en LAS psychologie. Dans la filière PASS à majeure santé, les taux d'accès affichent un score variant de 20 % pour PASS option psychologie à 62 % pour PASS option physique.

Quid des autres filières traditionnellement en tension ? Le droit, licence très demandée, est accessible à presque tous les candidats à l'université de Lorraine (taux d'accès de 99 %), sauf sur le site de Nancy (73 %). On constate de grandes disparités sur le territoire : les vœux en licence de droit sont presque tous satisfaits en Bretagne, tandis qu'en Ile-de-France seul un candidat sur deux (52 %) obtient une admission ferme à Paris-Nanterre, un sur quatre (27 %) à l'université Paris-II-Panthéon-Assas (pour son site intra-muros), un sur cinq à Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

Si cela ne constitue pas « officiellement » une sélection des étudiants, cela s'y apparente fortement. En psychologie, les tensions ont commencé à Paris, car beaucoup de candidats issus d'autres régions formulaient des vœux dans la capitale, ainsi qu'à Bordeaux, car les capacités d'accueil étaient très basses par rapport à la population étudiante. « Or, en raison d'un taux



ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

RÉSOLUTION 2021

BÂTIR UN MONDE MEILLEUR

PROGRAMMES POST-BAC À BAC+5

- Humanitaire & solidarité internationale
- Développement alternatif à l'international
- Économie sociale & solidaire
- Finance responsable
- Responsabilité sociétale des entreprises



www.ecole3a.edu

S'IL EXISTE DES « ATTENDUS » NATIONAUX SUR CHAQUE LICENCE, IL N'Y A AUCUN DÉTAIL SUR LES PONDERATIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE CRITÈRE PRIS EN COMPTE

BON À SAVOIR

Le candidat, qui vise une licence «en tension» dans son établissement (santé, droit, psychologie, Staps...) a tout intérêt à postuler à la fois dans son université de secteur, où il sera prioritaire, mais aussi dans les universités où sa filière a un meilleur taux d'accès. Pour les PASS, il faut parfois envisager de formuler un vœu avec une mineure moins demandée, comme PASS-philosophie. Et espérer que les autres postulants n'auront pas opté pour la même stratégie.

d'encadrement insuffisant dans cette filière, beaucoup d'universités ont diminué leur nombre de places entre 2019 et 2020, déplore Marianne Jover, présidente de l'Association des enseignants-chercheurs en psychologie des universités (AÉPU). Parallèlement, le nombre de vœux est passé de 139 000 à 165 000, pour seulement 16 771 places à l'échelle nationale.

Lorsque les formations pouvaient accepter tous les candidats, les commissions des vœux procédaient à un classement des dossiers «avec des critères assez vagues, car il n'y avait pas d'enjeu, on finissait par prendre tout le monde». Mais, aujourd'hui, «c'est devenu une question éthique de bien classer les dossiers, même s'il y a de la gêne du côté des universitaires par rapport à ces questions de classement des bacheliers», confie la présidente de l'AÉPU.

De fait, s'il existe sur Parcoursup des «attendus» nationaux sur chaque licence, qui précisent aux lycéens quels sont les critères pris en compte pour les classer, il n'y a aucun détail sur les pondérations attribuées à chaque critère. Aussi, après le classement effectué par la licence, l'algorithme national rebat les cartes en intégrant un quota de boursiers et un quota de candidats hors académie. «Cela bouleverse énormément le classement, parfois un candidat perd 1 000 places, un autre peut en gagner 800!», témoigne Julien Roque, enseignant-chercheur à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Quant aux lettres de motivation, elles sont rarement lues, faute de temps.

CRITÈRES «EXIGEANTS»

«Dans une même discipline, chaque université a sa stratégie. En psychologie, c'est compliqué, car il n'y a pas de notes dans cette discipline au lycée. Les résultats académiques sont essentiels, tout comme les compétences de méthodologie», affirme M^{me} Jover. De son côté, Patrice Diot reconnaît qu'en santé «la pondération des différents critères retenus peut varier de façon très significative d'une université à l'autre». «La licence est un diplôme national. Il est aberrant qu'il y ait des attendus différents d'une fac à l'autre pour une même filière», déplore Yann Carcel, vice-président de la Fédération des associations générales étudiantes.

En réalité, le système pousse les universités vers une pente naturelle: instaurer des critères «exigeants» pour avoir les meilleurs candidats, et obtenir ainsi de meilleurs taux de réussite aux partiels... Ce qui renforcera l'attractivité de l'établissement. «Certaines universités établissent des stratégies pour évincer les bacs technologiques et les bacs professionnels, comme l'a montré la Cour des comptes», dénonce Mélanie Luce, présidente de l'UNEF. De fait, un rapport, publié en 2020, indique qu'il n'est pas exclu, à terme, que Parcoursup «exacerbe des situations d'émulation entre établissements, déjà à l'œuvre en matière de recherche, et qui pourraient se généraliser désormais au niveau des formations de premier cycle».

«L'académie de Paris, qui concentre la majorité des filières en tension, illustre ce phénomène», mentionne le rapport. Dans les universités parisiennes, la part d'admis ayant eu une mention «très bien» au bac, dans les licences dites «non sélectives», est passée de 29 % en 2017-2018, dernière année d'APB, à 40 % en 2018-2019, première année de Parcoursup.

Finalement, si Parcoursup a exacerbé la sélection dans certaines licences, la plate-forme a un autre effet: celui de concentrer ceux qui n'ont pas été admis dans les filières «en tension» dans d'autres licences moins demandées. C'est la problématique à laquelle fait face la licence administration économique et sociale (AES). «On a vu une baisse de niveau depuis l'instauration de Parcoursup», affirme M. Roque, à Montpellier. Globalement, tous les bacheliers généraux qui veulent étudier à l'université finiront par trouver une place.

Mais certaines filières, comme AES, récupèrent des candidats refusés ailleurs. Des étudiants pas toujours motivés par la discipline, auxquels s'ajoutent des bacs professionnels parachutés là par les rectorats en dernier recours: les taux de réussite de ces filières s'en ressentent. «Parcoursup a permis d'augmenter le niveau des élèves dans les filières les plus attractives, résume M^{me} Fraisse, de l'université de Montpellier. Mais entraîne des problèmes dans d'autres filières non sélectives et moins demandées.»

NATACHA LEFAUCONNIER

Les premiers effets de Parcoursup

Evolution des profils, remédiation... Le taux de réussite aux examens affichait des résultats à la hausse avant la crise sanitaire

La loi «orientation et réussite des étudiants» (ORE) a-t-elle porté ses fruits, près de trois ans après sa promulgation? Cette réforme, dont la pièce maîtresse était la mise en place de la plate-forme Parcoursup, était censée secouer un «système à bout de souffle». Avec pour ambition de réduire l'échec en licence.

Sur ce point, les premiers indicateurs, rendus publics dans une récente note ministérielle, sont encourageants. Basé sur les résultats des années 2016-2017 et 2018-2019 – excluant l'année universitaire 2017-2018 bouleversée par des mouvements sociaux –, le rapport annonce une hausse de la réussite des étudiants. Le taux de passage en deuxième année des néobacheliers entrés en 2018 – après être passés par la procédure Parcoursup – s'élève à 45,4 %, soit une augmentation de 4,4 points par rapport à ceux qui ont commencé leur licence en 2016.

Un précédent rapport, publié en août 2020 par des inspecteurs généraux de l'éducation, faisait également état d'une légère augmentation du taux de présence aux examens, de + 0,7 point en 2018 par rapport à 2017.

Cette tendance positive n'a pour le moment pas été remise en cause par la pandémie: les taux de réussite aux partiels à la fin de l'année universitaire 2020 étaient en hausse, reflet de nouvelles modalités d'évaluation et d'une plus grande tolérance des correcteurs en cette année compliquée. Reste à savoir si l'année 2020-2021 suivra la même tendance, alors que les effets de la crise sanitaire sur les étudiants – notamment en termes de santé mentale, de précarité financière et de difficultés d'apprentissages – s'accroissent dans la durée.

PAS D'EFFET UNIVOQUE

Mais au-delà des effets propres à cette période, il semblerait donc bien que depuis Parcoursup, l'échec en licence, fléau des universités françaises, tende à se réduire. Une tendance imputable, selon la note ministérielle datée de fin 2020, à «un changement de structure de la population de première année de licence» – le nouveau système évitant «les orientations par défaut», estime ses auteurs –, mais aussi à «l'effet bénéfique des accompagnements pédagogiques» prévus par la loi ORE.

Des conclusions «prématurées» pour Leïla Frouillou, maîtresse de conférences en sociologie de l'éducation à l'université Paris-Nanterre. «Il est à ce stade compliqué de démêler l'impact particulier de cette loi et celui d'autres facteurs structurels», avertit l'universitaire, qui souligne un manque de recul et de données mises à disposition des chercheurs. «Dans certaines formations, on note une augmentation du taux de passage en deuxième année de licence, dans d'autres non. Il n'y a pas d'effet univoque.»

Dans la filière Staps, le taux de passage en deuxième année a augmenté de 7,6 points entre 2017 et 2018. Dans ces licences qui sont souvent «en tension» (le nombre d'admis est largement inférieur au nombre de candidats) la sélection des étudiants se faisait auparavant par tirage à sort, une modalité décriée que la réforme est venue supprimer.

Désormais, le classement des candidats se réalise sur la base du dossier. Mais, si on regarde du côté des licences de psychologie, la hausse de la réussite ne s'élève cette fois qu'à 0,2 point. Restera aussi à évaluer la poursuite du parcours universitaire sur les trois ans de la licence, essentiel pour juger de la pertinence d'une réforme d'affectation. Entre 2016 et 2018, le profil des étudiants de

licence a néanmoins évolué, avec notamment une tendance à la diminution de la mixité sociale. Une tendance imputable à la latitude plus large dont disposent les universités pour sélectionner leurs étudiants dans le nouveau système mis en place par Parcoursup. Et à la pression exercée par la croissance du nombre de bacheliers.

Ainsi, la proportion des bacheliers issus d'un milieu social défavorisé inscrits en première année de licence est passée de 26,3 % en 2016 à 23,6 % en 2018, selon les chiffres ministériels. Le taux d'étudiants sortis de bacs professionnels diminue aussi fortement (de 7,6 % à 4,9 %), au profit des bacheliers généraux.

Mais, pour l'heure, aucun bouleversement majeur n'est à noter dans les établissements, constate François Germinet, président de CY Cergy Paris Université et de la commission formation de la Conférence des présidents d'université (CPU). Il observe même une relative «stabilité» dans la réussite des étudiants de licence,

objectif premier de la réforme: «Les quatre points de hausse observés sur une année ne constituent pas un bond majeur et ne peuvent encore déterminer une tendance forte», souligne-t-il.

DISPOSITIF PEU CONCLUANT

Parmi les nouveautés instaurées par la loi ORE, on trouvait en effet la création du dispositif «oui si». Celui-ci comprend des modalités de remédiation à destination des étudiants dont le niveau est jugé trop faible pour réussir leur licence. Pour être admis dans leur formation, ils doivent accepter de suivre un parcours de remise à niveau – avec des heures de soutien supplémentaires dans l'année – ou bien se voient proposer un aménagement pour réaliser leur première année de licence sur deux ans.

«C'est un dispositif qui se cherche encore dans les universités», indique François Germinet. «Ce n'est pas le Covid-19 qui nous permettra de dresser des bilans plus clairs de la mise en œuvre. La crise sanitaire a tout paralysé.» Jusque-là, ces dispositifs d'aide à la réussite, dont l'application est très disparate selon les établissements, s'avèrent peu concluants.

Un rapport de la Cour des comptes, publié en août 2020, montre qu'ils peinent à mener les étudiants vers la réussite: seulement 23 % des 7 229 néoinscrits qui en ont bénéficié en 2018 ont poursuivi leur formation en deuxième

année. A la rentrée 2019, 39 % avaient quitté l'université (contre 29 % des étudiants sans accompagnement), 33 % avaient redoublé (contre 20 %) et 5 % s'étaient réorientés. En matière d'assiduité, le rapport des inspecteurs généraux regrette que les parcours personnalisés n'aient que peu d'effet sur le taux de présence aux partiels. La mission conclut alors à la nécessité de compléter ces aménagements, en particulier lorsqu'il s'agit d'un allongement de durée d'études, par un dispositif de suivi plus efficace.

Selon Leïla Frouillou, «plutôt que d'ajouter des heures à des étudiants dont on a considéré qu'ils étaient plus faibles – avec tous les effets autoréalisateurs que cela peut faire peser, on aurait intérêt à mettre ces fonds dans des taux d'encadrement plus forts en première année». Et ainsi faire baisser les effectifs dans les cours, pour mieux accompagner chacun.

A la CPU, on constate aussi les faibles de ces nouveaux dispositifs. «On se rend compte qu'il est même difficile de faire venir les étudiants concernés à ces heures de tutorat ou cours de remise à niveau», admet François Germinet. A ces jeunes – parmi lesquels se trouvent beaucoup d'étudiants en attente d'une place dans un BTS ou un IUT –, il s'agirait de proposer des solutions plus adaptées, fait valoir le président d'université. ●

ALICE RAYBAUD

L'ÉCHEC EN LICENCE TEND À SE RÉDUIRE DE PAR UN CHANGEMENT DE STRUCTURE DE LA POPULATION DE PREMIÈRE ANNÉE

FDC PARIS BUSINESS SCHOOL
OPEN UP NEW HORIZONS

BACHELOR EN MANAGEMENT
FAITES ÉMERGER VOS TALENTS

- ▶ DIPLÔME VISÉ BAC+3
- ▶ ADMISSIONS POST-BAC VIA PARCOURSUP AVANT LE 11 MARS
- ▶ FORMATION EN 3 ANS
- ▶ PARCOURS INTERNATIONAL (ENGLISH TRACK, DOUBLE DIPLÔME, ÉCHANGE ACADÉMIQUE) 🇨🇦 🇬🇧 🇨🇳 🇮🇹
- ▶ CAMPUS AU CŒUR DE LA DÉFENSE
- ▶ SUIVI INDIVIDUEL ET ACCOMPAGNEMENT AU PROJET PROFESSIONNEL
- ▶ SPÉCIALISATIONS AU CHOIX

DIPLÔME VISÉ CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

TOP 7 POST-BAC EN FRANCE

CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES AACSB EQUIS ACCREDITED UGEI

#ProudtobeEDC
EDCPARIS.EDU

LE GRAND **BIG BANG** DES IUT

Les « bachelors universitaires de technologie » en trois ans favoriseront l'entrée dans la vie active

Dans les établissements scolaires, dont le fonctionnement est perturbé par la pandémie, la réforme des instituts universitaires de technologie (IUT), qui entrera en vigueur à la rentrée 2021, n'a pas fait beaucoup de bruit.

Pourtant, la refonte des IUT, qui vise à aligner cette formation sur le triptyque européen licence-master-doctorat (LMD), constitue le plus grand chamboulement qu'ils aient vécu depuis leur création, en 1966. Avec des changements de taille pour les étudiants. D'une part, ces nouveaux parcours seront sanctionnés par un « bachelors universitaires de technologie » (BUT), un diplôme de niveau bac + 3, conférant le grade de licence. D'autre part, ces cursus ont été repensés dans une perspective très professionnalisante.

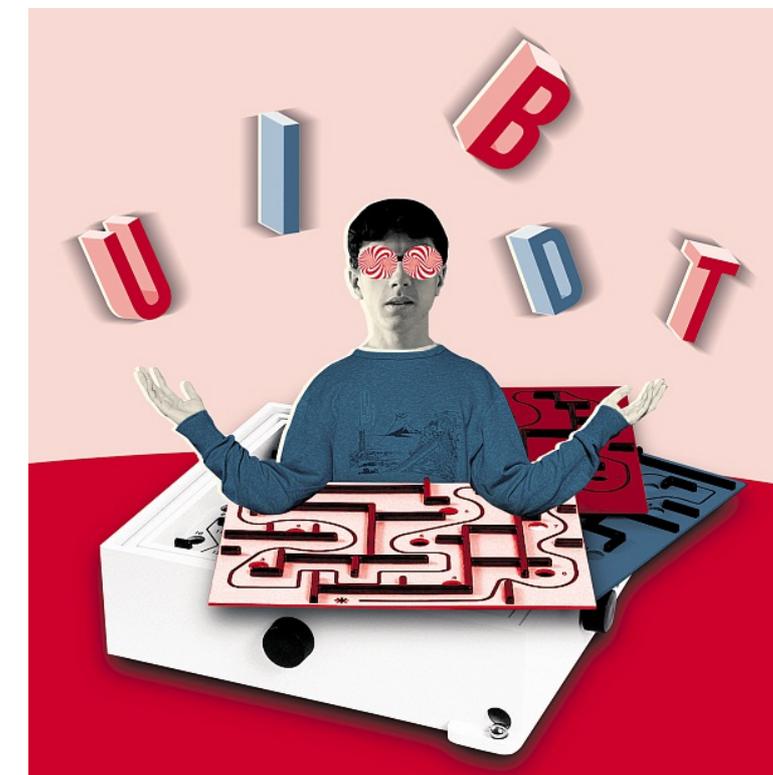
L'enjeu est clair : limiter les poursuites d'études en master, et pousser davantage d'élèves à s'insérer sur le marché du travail avec un diplôme à bac + 3. Pourquoi ? Parce que ce niveau de diplôme « intermédiaire » est recherché par les entreprises, et qu'elles peinent parfois à recruter des jeunes avec ce profil, faute de candidats en nombre suffisant sur le marché. « Dans un monde qui change très vite, les entreprises ont besoin de techniciens ultracompetents et adaptables formés à bac + 3 », observe Franck Bordas, président de l'Union nationale des présidents d'IUT. Cette réforme, pour les IUT, c'est un retour aux origines. »

UNE ALTERNATIVE À LA LICENCE

Actuellement, seulement 10 % des jeunes cherchent du travail après leur DUT à bac + 2, et 32 % s'insèrent avec une année supplémentaire de licence professionnelle (bac + 3). L'objectif, avec la réforme, est d'inciter au moins un diplômé sur deux à entrer dans la vie active à bac + 3. Car si, à l'origine, les IUT ont été créés pour former ces « cadres intermédiaires », ils ont été peu à peu détournés de cette mission initiale.

Et se sont imposés au fil des ans, notamment pour les élèves issus de bacs généraux, comme une alternative aux licences : une antichambre à une poursuite d'études en master. Avec une promesse séduisante : un meilleur encadrement, une ambiance de « classe » moins intimidante que l'université, des enseignements plus concrets, une sélection à l'entrée... Sur les 46 000 diplômés sortis d'IUT en 2017, 7 sur 10 (66 %) se sont orientés vers un bac + 4/5, à l'université, dans une école de commerce ou d'ingénieurs.

À la rentrée prochaine, les candidats auront le choix en 1^{re} année entre 24 spécialités qui correspondent à celles de l'ancien DUT. Chaque spécialité comprend entre deux et cinq parcours – soit 85 au total –, qui permettront une spécialisation progressive, à partir de la deuxième année. Les heures de cours classiques vont diminuer au profit



des mises en situation, et les possibilités d'alternance seront renforcées. « L'allongement de la scolarité ouvre la possibilité de signer des contrats plus longs et plus nombreux, sur un, deux, voire trois ans », se félicite Alexandra Knaebel, présidente de l'Assemblée des directeurs d'IUT (Adiut).

NOMBREUSES INCONNUES

Les élèves auront aussi la possibilité de réaliser des stages ou des séjours d'études à l'étranger. Les enseignements, organisés en blocs de compétences, vont favoriser une meilleure articulation entre théorie et pratique. Exemple, en maths, « les apprentissages seront davantage contextualisés et enseignés avec un objectif bien précis : l'étudiant saura pourquoi il fait des maths, et l'entreprise quelles compétences il a acquises », décrypte

LES IUT ONT ÉTÉ DÉTOURNÉS DE LEUR MISSION INITIALE DE CRÉER « DES CADRES INTERMÉDIAIRES »

Alexandra Knaebel. Mais cette réforme reste entourée de nombreuses inconnues. La première concerne la présence des bacheliers technologiques. Les textes officiels imposent un quota de 50 % de jeunes issus de cette filière parmi les admis, contre 32 % aujourd'hui. Comment atteindre cet objectif ? Certains enseignants craignent que la recrudescence de ces profils, qui affichent un écart de réussite de 15 points avec leurs camarades issus de bac général, joue sur le niveau de la formation.

Autre sujet d'interrogation : la sélection des élèves, qui doit coller aux attendus du nouveau bac. Les IUT ont promis de ne pas conditionner l'admission à des choix précis de spécialités en première et terminale. « Nous allons nous adapter à la diversité des profils », affirme Laurent Gadessaud, porte-parole de

l'Adiut. Sur le papier, du moins. En l'absence des repères habituels que constituaient les filières S, ES et L, et d'une visibilité sur le profil des diplômés du nouveau bac, les professeurs s'inquiètent.

Les nouveaux bacheliers auront-ils le niveau pour suivre les cours ? Le vivier de candidats sera-t-il suffisant pour recruter dans certaines matières, alors que les maths ne figurent pas dans le tronc commun ? Et que faire si un étudiant candidate dans une spécialité scientifique alors qu'il n'a pas suivi les enseignements de base ?

« On va continuer à appliquer les mêmes réflexes qu'avant, alors que la formation, elle, a changé », regrette Julien Gossa, maître de conférences en informatique à l'IUT de Strasbourg. « Pour l'instant, il semblerait que les lycéens aient choisi des spécialités assez proches de celles des anciennes filières. En cas de doute, on sera amenés à regarder un peu plus en détail le bulletin scolaire et la lettre de motivation », nuance Caroline Mauriat, de l'IUT de Marseille.

DOUBLE CURSUS

L'autre grande inconnue concerne la poursuite d'études, et les passerelles vers l'université, qui seront tout de même possibles... Les modalités sont encore à définir. « Nous sommes en train d'en discuter », reconnaît Alexandra Knaebel. Les grandes écoles et les universités sont prêtes à accueillir ces nouveaux diplômés, mais pas dans n'importe quelles conditions, sachant que la dimension professionnalisante fait craindre à certains une baisse du niveau théorique.

La question est particulièrement épineuse pour les écoles d'ingénieurs calées sur un recrutement à bac + 2 qui proposent ensuite un cursus en trois ans. « Les étudiants recrutés continueront à suivre un cursus en trois ans. Mais la question est de savoir si on les recrutera à l'issue de la 2^e ou de la 3^e année de BUT », explique Emmanuel Perrin, chargé de mission auprès de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (Cdéfi). Avant de répondre, les écoles attendent de voir si le BUT répond aux attentes, notamment sur le plan académique.

Les instituts d'administration des entreprises (IAE), écoles de management universitaires qui comptent dans leurs rangs de 20 % à 40 % d'étudiants issus des IUT, proposent de créer localement, en 3^e année de BUT, des doubles cursus à cheval avec la licence 3 de l'IAE le plus proche.

« Une année d'adaptation indispensable pour faire la transition », insiste Eric Lamarque, qui préside le réseau des IAE. Mais les écoles d'ingénieurs, attachées au recrutement national par concours, ne sont pas très favorables à des passerelles construites localement, qui risquent ensuite de limiter les possibilités d'orientation. ●

CÉCILE PELTIER

Une nouvelle prépa spécialisée en informatique

Proposée à la rentrée dans 26 lycées, la MP2I préparera aux concours des écoles d'ingénieurs

Appelez-la « MP2I », pour mathématiques, physique, ingénierie et informatique. Tel est le nom de la nouvelle classe préparatoire aux grandes écoles préparatoire aux sciences, chacune caractérisée par une dominante (mathématiques, physique-chimie, biologie, sciences de l'ingénieur...). Ce qui distinguera la MP2I, c'est la place importante accordée à l'informatique.

Cette matière sera au cœur du programme de cette nouvelle formation. « Il nous manquait une filière avec une coloration informatique propre, pour proposer aux jeunes un spectre scientifique complet », explique Mickaël Prost, président de l'Union des professeurs de classes préparatoires scientifiques (UPS).

Les mathématiques et la physique seront également au menu. « Il faut aussi aimer les sciences », met en garde Olivier Sidokpohou,

pilote de l'adaptation des CPGE à la réforme du lycée et inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche.

« ÉQUITÉ TERRITORIALE »

Dans les lycées Carnot à Dijon, Champollion à Grenoble, Louis-le-Grand et Saint-Louis à Paris, Faidherbe à Lille, Hoche à Versailles, du Parc à Lyon... Au total, 26 classes préparatoires de MP2I, réparties sur l'ensemble du territoire français, ouvriront leurs portes en septembre 2021. « Nous avons accordé une attention particulière à l'équité territoriale ainsi qu'à l'équilibre entre Paris et la province », précise Olivier Sidokpohou. Avec un effectif maximal de 48 élèves par classe – à l'exception de deux classes avec un effectif réduit –, la MP2I pourra accueillir jusqu'à 1200 élèves.

L'ouverture de cette nouvelle classe préparatoire s'inscrit dans la continuité de la réforme du baccalauréat. Instaurée à la ren-

trée 2019, celle-ci a remplacé les filières classiques (L, ES et S) par un tronc commun et des spécialités au choix (trois en classe de 1^{re}, puis deux en terminale).

Parmi elles figure la nouvelle spécialité Numérique et sciences informatiques (NSI) que beaucoup d'élèves ont choisi d'abandonner en terminale, « inquiets de ne pas pouvoir intégrer une CPGE scientifique s'ils faisaient une croix sur la spécialité physique », a constaté Pascal Charpentier, président de l'Association des professeurs des lycées à classes préparatoires aux grandes écoles. La création de cette nouvelle classe prépa devrait permettre à ceux qui le souhaitent de continuer la spécialité NSI en terminale sans s'inquiéter des débouchés.

L'objectif de la nouvelle prépa MP2I est d'attirer en priorité les bacheliers qui auront choisi la doublette « NSI et mathématiques », mais pas seulement : ceux qui ont abandonné l'option numérique en terminale au profit de

la physique seront également les bienvenus, de même que les passionnés d'informatique. « Je ne ferme pas la porte de mon lycée à des profils autodidactes », confie Pascal Charpentier, qui est aussi proviseur du lycée du Parc, à Lyon.

REDORER LE BLASON

« Ce qui nous échappait jusqu'à présent, c'était les profils de lycéens qui avaient vraiment envie de travailler en profondeur l'informatique », observe Mickaël Prost. Ces élèves ne trouvaient pas leur compte dans les différentes filières que nous proposons avant la mise en place de cette nouvelle classe préparatoire », préfèrent s'orienter vers des licences, des écoles ou des IUT spécialisés dans l'informatique.

La MP2I permet donc aux CPGE de se positionner sur le marché des filières proposant aux étudiants de l'informatique à haut niveau. Une manière de redorer le blason de ces formations en légère perte de vitesse. En effet, alors que

les effectifs dans le supérieur augmentent dans toutes les formations, les classes préparatoires aux grandes écoles font exception.

En 2019, elles ont accueilli 85 100 étudiants. Un effectif stable (-0,1 %), après une baisse de 1,7 % des inscrits entre 2017 et 2018, indique une note du ministère de l'enseignement supérieur de décembre 2020. Ainsi, la filière scientifique, qui forme 63 % des étudiants de CPGE (soit 53 500 élèves), voit son attractivité stagner, voire légèrement baisser. « Mais les classes préparatoires ne sont pas en péril », répond Pascal Charpentier, tout en admettant la nécessité pour les CPGE de s'adapter et de se projeter dans l'avenir.

L'Institut polytechnique de Paris, Télécom Paris, CentraleSupélec... Les futurs étudiants de MP2I sont d'ores et déjà attendus par les écoles d'ingénieurs. « Jusqu'à présent, les CPGE enseignaient des langages informatiques éloignés de ceux utilisés dans nos écoles », observe Emmanuel Perrin, directeur

de Polytech Lyon et administrateur au sein de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (Cdéfi). « Désormais, avec un programme informatique très ambitieux en termes de volume et d'enseignements, les étudiants seront bien mieux formés à ces questions. »

S'il est encore trop tôt pour indiquer le nombre de places qui leur seront allouées, il garantit que « les écoles d'ingénieurs seront friandes de ces nouveaux profils ». « Nous avons calibré le nombre d'ouverture de classes par rapport aux promesses de recrutement des écoles en 2023 », ajoute l'inspecteur Olivier Sidokpohou.

De leur côté, les écoles normales supérieures ont également fait part de leur enthousiasme. Le marché du travail se veut lui aussi rassurant. « Il n'envoie que des signaux positifs aux élèves qui s'intéressent de près ou de loin à l'informatique », conclut Mickaël Prost. ●

ROMANE PELLEN

Des bachelors décrochent leurs galons

Le «grade de licence» a été attribué pour la première fois à 32 formations d'écoles de commerce ou d'ingénieurs

Dans le milieu des écoles de commerce et d'ingénieurs, on sait partager les bonnes nouvelles à grands coups de communiqués de presse. Depuis janvier, les établissements lauréats du «grade de licence», un nouveau label attribué par le ministère de l'enseignement supérieur à certains bachelors (cursus postbac en trois ans), ne manquent pas de le faire savoir.

«Une nouvelle étape importante» pour l'IESEG, «une grande fierté» pour l'ESC Clermont, «une reconnaissance» pour l'EPF. Dans ce marché très concurrentiel et en plein développement, tout signal de distinction est capital. Pour cette première année, sur 35 dossiers évalués par la Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG), une instance issue du ministère de l'enseignement supérieur, 15 ont reçu un avis favorable au «grade de licence». Côté ingénieurs, sur les 33 dossiers évalués par la Commission des titres d'ingénieur (CTI), 17 ont passé le cap.

Si les écoles ont été informées de cette décision, l'arrêté qui donne la liste des lauréats n'est pas encore paru, ni le décret qui permet de modifier le code de l'éducation. Le tout devrait l'être «d'ici à peu près un mois», assure-t-on au ministère de l'enseignement supérieur. Mais en pleine phase de saisie des vœux sur Parcoursup,

difficile pour les écoles de ne pas résister à la tentation de communiquer.

Ces premiers «grades de licence», un nouveau label qui n'existait pas jusqu'ici, sont l'aboutissement d'une réflexion menée depuis plus de deux ans. Elle avait commencé par une mission confiée en décembre 2018 à Jacques Biot, ancien président de Polytechnique, et Patrick Lévy, alors président de l'université Grenoble-Alpes, par la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Frédérique Vidal, afin de définir un dispositif d'évaluation. «Une plus grande transparence s'impose quant au contenu réel et aux perspectives professionnelles et académiques des programmes proposés», avaient alors estimé les deux personnalités dans leur rapport en juin 2019.

UN ARSENAL DE LABELS

Une clarification devenue nécessaire. Les bachelors se sont développés sans contrôle depuis une quinzaine d'années. Ces formations de niveau bac + 3 rassemblaient entre 60 000 et 100 000 étudiants à la rentrée 2019, dans tout type d'institutions, selon le rapport de Jacques Biot et Patrick Lévy. Parmi eux, 13 500 étudiants sont inscrits dans des bachelors visés par l'Etat proposés dans des écoles de commerce. Soit 36 % de plus que cinq ans plus tôt. Quant aux écoles d'ingénieurs, l'essor est plus ré-

cent. Arts et métiers a ouvert la voie en 2014 avec un bachelor de technologie destiné principalement aux bacheliers technologiques, tandis que l'École polytechnique propose depuis 2017 un bachelor conçu pour des étudiants internationaux.

Cette offre de programmes «bac+3» est marquée par une grande hétérogénéité. Certains cursus sont très internationaux, d'autres très professionnalisants. Certains conduisent majoritairement à une poursuite d'études, d'autres à l'insertion professionnelle. Certains sont dispensés en anglais, d'autres en français.

Pourquoi certains «bachelors» ont-ils obtenu le label, et pas d'autres? Les deux commissions ont fait part d'exigences différentes. Pour la CEFDG chargée d'évaluer les formations en gestion, la question de la qualité académique et celle de la présence d'enseignants-chercheurs dans les programmes se sont avérées cruciales. A l'inverse, la CTI a veillé à ce que les programmes soient construits dans un objectif d'insertion professionnelle, et non pour une poursuite automatique en cycle ingénieur.

Les demandes concernent des secteurs porteurs, comme le numérique qui concentre la moitié des dossiers, suivi par la construction, l'environnement et l'agronomie. A l'exception de Télécom Saint-Etienne, les dossiers retenus sont issus d'écoles privées. L'attri-

**«IL S'AGIT D'AVOIR
UNE PROCÉDURE
CLAIRE
ET EXIGEANTE
POUR POUVOIR
DISTINGUER
LE BON GRAIN
DE L'IVRAIE»**

FRANÇOIS GERMINET
président de CY Université

butation de ces grades de licence suffira-t-elle à clarifier l'offre foisonnante des bachelors?

Si elle concerne peu de formations aujourd'hui, elle vient en tout cas compléter l'arsenal de labels existants, entre les titres RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles) et le visa du diplôme, d'autres labels moins «exigeants». «Toutes les formations n'ont pas vocation à avoir le grade de licence. Il s'agit aussi de montrer que tous les programmes ne sont pas au même niveau», martèle Mathilde Gollety, présidente de la CEFDG. Les écoles, elles, en attendent un avantage concurrentiel. Elles savent combien les familles sont sensibles à ces labels de l'Etat.

«Le grade de licence nous permet de nous différencier. Nous espérons attirer davantage d'étudiants français et devenir encore plus sélectifs», souligne Jean-Phi-

lippe Ammeux, le directeur de l'IESEG. Une reconnaissance importante aussi pour «attirer des étudiants internationaux», note Chrystelle Legrand, la directrice déléguée du programme bachelor de Polytechnique.

TENSIONS PUBLIC-PRIVÉ

L'attribution de ce «grade de licence» vient cependant raviver les tensions entre public et privé. En janvier, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), l'instance qui réunit les représentants des personnels, des étudiants et des établissements, a largement rejeté la liste des lauréats proposée par le ministère, à 18 voix contre, 3 pour et 11 abstentions. Mais cet avis n'est que consultatif.

«L'attribution de ce grade à des bachelors privés constitue une distorsion de concurrence totale pour les universités. Le gouvernement fait le choix de la marchandisation de l'enseignement supérieur», déplore Pierre Chantelot, secrétaire national du Snesup-FSU.

Le syndicat SGEN-CFDT a, lui, choisi l'abstention. Son secrétaire fédéral Christophe Bonnet s'en explique: «Faire le ménage dans l'offre existante entre des acteurs honorables et d'autres beaucoup moins nous semble une avancée, mais le processus d'évaluation ne nous convainc pas.»

De son côté, François Germinet, le président de la commission formation de la Conférence de

présidents d'universités, par ailleurs président de CY Université, s'est fait une raison: «Il s'agit avant tout d'avoir une procédure claire et exigeante pour pouvoir distinguer le bon grain de l'ivraie.»

Nul doute que le développement des bachelors va se poursuivre. Sur les 17 formations d'écoles d'ingénieurs bénéficiaires du grade, 11 ouvriront à la rentrée 2021. Des concours communs, à l'instar d'Avenir Bachelor ou Puissance Alpha, sont en train de se structurer.

Des formations d'un nouveau type voient le jour, comme ce que proposent Audencia Business School et Centrale Nantes avec leur bachelor commun sur quatre ans en big data et management. Et si seuls les bachelors des écoles de commerce et d'ingénieurs pouvaient candidater au grade de licence pour cette première campagne, à terme, les établissements de toutes les disciplines pourront tenter leur chance.

De nouveaux types de partenariats public-privé pourraient également voir le jour. «A Cergy, nous regardons ce qu'il est possible de proposer avec des écoles de notre site qui n'ont pas les moyens de remplir seules les obligations liées au grade de licence. Nos enseignants-chercheurs pourraient par exemple intervenir dans les jurys et dans la constitution des programmes», envisage François Germinet. Le bachelor n'a pas fini de faire bouger les lignes. ●

SYLVIE LECHERBONNIER



OPTEZ POUR UN PARCOURS PROFESSIONNALISANT AVEC LE MONDE POUR HORIZON

> 3 ans de formation alliant théorie et pratique pour acquérir les clés du management international.

BACHELOR IN INTERNATIONAL BUSINESS



EMPOWERING CHANGEMAKERS FOR A BETTER SOCIETY

*Former et faire grandir les acteurs du changement œuvrant pour une société meilleure



A Amiens, le service de santé de l'université reçoit des étudiants fragilisés psychologiquement par la crise et a mis en place une cellule d'écoute. Vie sociale à l'arrêt, projets avortés, difficultés financières ou résurgence de traumatismes passés... L'équipe médicale manque de moyens pour répondre à toutes les demandes.

STÉPHANE DUBROMEL/HANS LUCAS

POUR « LE MONDE »



ANXIÉTÉ, IDÉES NOIRES, LE GRAND MALAISE DES ÉTUDIANTS

À l'université d'Amiens, une enquête du service de santé révèle que les trois quarts des élèves présentent des signes de détresse psychologique et qu'ils sont un sur cinq à avoir eu récemment des pensées suicidaires

Amiens, le service de santé universitaire de l'université de Picardie Jules-Verne (UPJV) est un petit bâtiment en briques rouges, au milieu du campus. Dans la salle d'accueil, des affiches de sensibilisation contre les violences faites aux femmes ou pour le port du masque habillent les murs. Plus loin, on aperçoit les bureaux des personnels médicaux et administratifs – une vingtaine de personnes au total. Les étudiants y viennent pour des consultations courantes, des tests Covid, mais aussi, de plus en plus, pour obtenir un soutien psychologique.

« Les consultations chez nos psychologues ont augmenté de 30% depuis la rentrée 2020, il y a désormais un mois d'attente », explique Delphine Guérin, directrice du service de santé, en faisant visiter les lieux. Les personnels rencontrent de nombreux jeunes épuisés mentalement, fragilisés par l'isolement social des cours à distance, par des difficultés financières et l'angoisse générée par la situation actuelle.

Une nouvelle psychologue vient d'ailleurs d'arriver. Delphine Guérin espère pouvoir recruter une seconde personne pour passer à deux équivalents temps plein... pour 32000 étudiants. La conseillère conjugale et familiale est également très sollicitée. « Elle a reçu des étudiants chez qui les confitements ont fait remonter des souvenirs de

viol ou d'agression sexuelle, ou des étudiants qui étaient retournés chez leurs parents et qui ont dû faire face à des violences intrafamiliales. Et puis, une fois le premier confinement levé, les étudiants ont repris leur vie de plus belle, et elle a vu arriver plusieurs cas de femmes ayant subi des rapports sexuels non consentis. »

Pour chiffrer ce mal-être, le service de santé universitaire (SSU) a lancé, en novembre 2020, une enquête auprès des 32000 étudiants de l'université, à laquelle 10% d'entre eux ont répondu. « Un taux de participation énorme pour ce type d'enquête », affirme le Delphine Guérin, installée dans son bureau, lit d'auscultation dans un coin. Les résultats sont édifiants, « à tel point que nous avons recalculé deux fois ».

« TRAUMA COLLECTIF »

La « détresse psychologique » – un état dans lequel existe une probabilité accrue qu'apparaissent des troubles anxieux ou dépressifs – concerne 72% des répondants au cours des quatre dernières semaines précédant l'étude, l'anxiété 54%, la symptomatologie dépressive 33%. Encore plus inquiétant : 19% des étudiants disent avoir eu des idées suicidaires durant les douze derniers mois. Les deux tiers de ces derniers ont scénarisé leur passage à l'acte.

« Ils sont déjà dans un processus très complexe de la fin de l'enfance et du passage à

« JE PASSE MES JOURNÉES EN COURS DEVANT UN ÉCRAN, COMME UN ROBOT »

LEILA
1^{re} année de sciences politiques

l'âge adulte. Là, on ajoute la peur du virus, l'inquiétude générale, pour leurs proches et pour leur avenir, et surtout l'absence de socialisation, à cet âge où elle est si importante », souligne Delphine Guérin, qui rappelle que l'UPJV fut l'une des premières à fermer ses portes au début de la crise sanitaire, trois semaines après la rentrée.

Obligés de suivre leurs cours en distanciel – à l'exception de quelques classes en petits groupes, pour certains élèves seulement – les étudiants vivent mal l'isolement. Depuis mars 2020, le SSU et l'UPJV ont d'ailleurs mis en place une cellule d'écoute, un réseau d'étudiants et d'enseignants « sentinelles » formés aux premiers secours en santé mentale.

Mohammed Benlahsen, le président de l'UPJV, parle d'un véritable « trauma collectif » en train de s'installer chez les étudiants de son université. « Nous avons tout fait pour essayer de rompre leur isolement. Nous avons lancé une WebTV, proposé des activités numériques, mais on voit les limites de l'exercice. Les résultats de l'enquête du service santé nous inondent de responsabilités. Quand je vois ces chiffres, j'ai l'impression que les étudiants sont sacrifiés », déplore-t-il.

Alors que les étudiants sont de plus en plus nombreux à témoigner de ce mal-être, sur les réseaux sociaux ou dans des lettres ouvertes, le gouvernement a annoncé fin janvier le recrutement de 80 psychologues

à destination des étudiants, au cours des six prochains mois. Ainsi que la mise à disposition, à partir du 1^{er} février, d'un « chèque psy », censé couvrir deux à trois consultations chez un professionnel de la santé mentale.

UN SENTIMENT D'INJUSTICE

Mais sans le retour des cours en présentiel et la vie sociale qui va avec, ces propositions semblent bien dérisoires face au mal-être dont témoignent les jeunes que nous avons rencontrés. Pour Leïla, en première année de sciences politiques, la vie se résume à un « cercle pesant » : « Je fais mes cours, je dors, je fais mes cours, je dors, déprimée. Je passe mes journées en cours devant un écran, comme un robot, et le soir, ma vie sociale se restreint aux réseaux sociaux, donc encore à un écran. »

La jeune femme, qui vit avec ses parents, souffre parfois de migraines et d'insomnies. Avec le couvre-feu, il lui arrive parfois « de ne pas sortir pendant trois-quatre jours ». Réfina, 19 ans, en première année de licence d'arts plastiques, vit dans une grande famille, mais se sent très seule. « Je ne me suis jamais sentie aussi triste de ma vie. D'habitude, je suis un papillon social, mais là, l'absence de liens me plombe. »

Nombre d'étudiants que nous avons croisés ressentent de la colère et un sentiment d'injustice. Comme Selma, 23 ans, étudiante

en troisième année de licence d'arts plastiques : « C'est la période de la vie où on a le plus besoin des autres ! Il n'y a aucune logique : on peut aller acheter des chaussures mais on ne peut pas aller à l'université ».

Certains pointent du doigt le fait que les classes préparatoires et les BTS ont continué les cours en présentiel, avec des effectifs en classe parfois supérieurs à ceux des travaux dirigés. « Nous sommes des adultes responsables, nous pouvons très bien respecter les gestes barrières », insiste Léane, 23 ans, en master « métiers de l'enseignement », dont la promotion ne compte qu'une dizaine de personnes.

En première année de licence de lettres, Shakira, 18 ans, qui vit dans une petite chambre attribuée par le Crous, évoque sans détour l'état d'anxiété dans lequel elle est plongée en permanence : « Face au vide de l'existence en ce moment, je me réfugie dans les cours. Je travaille de 8 heures à 20 heures et je n'arrive plus à trouver le juste milieu, j'ai peur de l'échec, je me sens toujours obligée d'en faire plus, donc ça ne s'arrête jamais et j'en suis fatiguée. La jeune femme s'est parfois sentie « dans un état de fatigue terrible, irritable, avec des envies de pleurer de stress ».

Christelle, 19 ans, en première année de sociologie, a vu ses troubles anxieux s'aggraver : « Je peux faire une crise d'angoisse en plein cours en visio, quand je commence à me questionner sur mon avenir, quand je me sens bloquée, sans perspectives, et qu'en plus je n'arrive pas à trouver un petit boulot ».

Quand elle a appris, en janvier, que le présentiel ne reprenait pas, la jeune femme a « décroché » des cours magistraux. « Les profs font du mieux qu'ils peuvent, mais c'est très compliqué d'enchaîner les cours six heures d'affilée devant un écran. Un cours en visio, ça devient vite mort, il n'y a pas les interactions qui font réellement vivre les cours, comme en présentiel. Sans compter que c'est beaucoup plus fatigant, car il faut être très concentré », explique-t-elle.

CASSE-TÊTE LOGISTIQUE

Comme elle, certains étudiants ont de plus en plus de mal à se motiver pour ne pas lâcher. « Nous avons toujours eu des abandons en première année, mais là, dans certains cours, la moitié des étudiants ne se connectent plus ou se déconnectent. Nous, professeurs, recevons souvent des messages d'étudiants qui disent qu'ils n'arrivent pas à suivre les cours en distanciel. On essaie de trouver des solutions pour les aider, mais cela reste très compliqué », alerte Nathalie Frigul, maîtresse de conférences et responsable du département de sociologie de l'université Picardie Jules-Verne.

Elle note, malgré l'engagement des professeurs, les effets déléterés du distanciel, entre pressions temporelles accrues, délais resserrés, surcharge de travail, atomisation et solitude du travail sur écran... Et regrette, aussi, un manque de moyens matériels, logistiques et humains.

Pour Paul Grégoire, président de la Fédération des associations étudiantes picardes (FAEP), le retour en cours des étudiants au moins une journée par semaine, annoncée le 21 janvier par le président Emmanuel Macron, et les « chèques psy » ne suffiront pas. « Il faut permettre aux étudiants de retourner plus en présentiel, donner plus de moyens aux services de santé universitaires, et mettre en place un vrai suivi de la santé mentale étudiante ».

Une opinion partagée par Roman Laniel, secrétaire général de l'UNEF Amiens Picardie, qui dénonce des « mesures » et alerte sur un « engrenage de précarité psychologique qui se met en place ». A l'UPIV, comme dans beaucoup d'universités, et malgré les efforts des équipes administratives et des professeurs, ce retour en cours à hauteur de 20 % du temps est un casse-tête logistique. Et peu d'étudiants ont en réalité revu leur salle de classe pour l'instant – les universités avaient jusqu'au 8 février pour mettre en place ces nouveaux emplois du temps.

Mohammed Benlahsen, président de l'université d'Amiens, est lui aussi favorable à un maximum de retour en présentiel dans le respect des règles sanitaires. Et qu'on arrête de changer en permanence les protocoles. « Quoi qu'il se passe, il faut arrêter dès maintenant une règle pour tout le semestre », dit-il. Et d'ajouter : « Ce n'est pas à l'université que les étudiants se contaminent. » Lors des trois semaines de cours en présentiel à la rentrée de septembre, 72 cas positifs au Covid-19 ont été détectés... sur 32 000 étudiants.

Le président de l'université plaide aussi pour une meilleure prise en compte de la situation des étudiants sur le front de l'emploi et des stages : « Les étudiants ont besoin d'engagements forts du monde économique pour être rassurés dans ce domaine. » Et envisager l'avenir un peu plus sereinement. ●

LÉONOR LUMINEAU

Pour les promos « Covid », la crainte de **diplômes au rabais**

Les étudiants redoutent de voir leur formation dépréciée

Léa devait partir pour un an au Mexique afin d'y étudier les représentations et les pratiques sanitaires. Mais en raison de la pandémie, l'étudiante en master d'anthropologie à l'université de Bordeaux a dû revoir ses plans. Pas question d'aller rencontrer des médecins sur le terrain. « Comme la plupart de mes camarades, je fais tous mes entretiens depuis mon salon, par Zoom ou WhatsApp », explique-t-elle. Une pratique moins enrichissante personnellement que si elle avait pu mener ces entretiens sur place... Elle craint d'en payer le prix dans les mois à venir pour trouver un stage, accéder au doctorat ou décrocher un poste. « Sans une réelle enquête de terrain à mon actif, ce sera difficile de me distinguer... », souffle-t-elle.

Avec la généralisation des cours en visioconférence, l'aménagement des modalités d'examen en raison de la crise sanitaire et la suppression de certains stages, les diplômés de l'enseignement supérieur vont-ils perdre de leur valeur sur le marché du travail ?

Les résultats exceptionnels obtenus par les étudiants en 2020 peuvent sembler le douter. A l'université de Pau et des Pays de l'Adour, 68 % des étudiants inscrits en première année des licences scientifiques (maths, sciences de la vie, physique, chimie...) en 2019-2020 ont été admis en deuxième année contre 58 % l'année précédente. Le bond est encore plus fort dans les filières sciences sociales et humanités : 59 % d'admis en deuxième année parmi la dernière promotion contre à peine 42 % un an plus tôt.

SOUÇON DE FRAUDES

A l'université de Bordeaux, le taux de réussite des inscrits en première année de licence est passé de 47 % en 2019 à 60 % en 2020. Même tendance à l'université de Caen-Normandie, où le taux de passage en deuxième année a bondi de 43 % à 53 %. Pour son président, Lamri Adoui, le succès des étudiants néo-entrants dans l'enseignement supérieur s'explique principalement « par une orientation plus adaptée à leur projet d'études et par la mise en œuvre de modalités d'accueil particulières en faveur des publics identifiés comme fragiles ».

Difficile cependant de ne faire aucun lien avec les circonstances particulières de la crise sanitaire, reconnaît-il. « Les évaluations à distance ont été entachées de fraudes », tranche Jacques Smith, à la tête de l'Union nationale inter-universitaire. « Certaines universités ont eu du mal à assurer une continuité pédagogique. Elles ont aussi pu se montrer plus souples dans leurs notations. Or un diplôme n'est crédible que lorsqu'il sanctionne de manière juste le travail fourni tout au long de l'année. »

Ces soupçons ne manquent pas d'agacer Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT. « La situation est suffisamment anxiogène comme ça pour les jeunes. Inutile d'en rajouter en leur laissant penser qu'ils constituent des générations sacrifiées. »

Pas de quoi rassurer pour autant Katell, 20 ans, en licence professionnelle métiers du notariat à Brest. « J'assiste à tous les cours, je révise mais j'ai l'impression que ça ne sert à rien, lâche-t-elle, dépitée. Pour les patrons, j'aurai toujours l'étiquette "diplômée Covid" ». L'an dernier, la jeune femme a décroché un BTS en notariat à Rennes sur la base du contrôle continu – l'examen avait été annulé. Elle s'attend, cette année, à passer ses partiels à distance, « sans surveillance et sans preuve que nous les avons bien faits seuls », regret-

te-t-elle. Un handicap pour sa future recherche d'emploi. « Nous devons prouver deux fois plus que nos aînés que nous avons notre place. Et que ce n'est pas grâce au Covid que nous avons réussi. »

Plus qu'une dévaluation de son diplôme, Johanna, élève en master 1 juriste trilingue à Nantes, s'inquiète, elle, surtout des lacunes accumulées au cours de cette année à distance. « J'ai très peur de ne pas disposer d'assez de compétences professionnelles pour intégrer le monde du travail à l'issue de mon master. » Des craintes particulièrement fortes dans les filières qui exigent beaucoup de pratique, comme les écoles d'infirmiers.

« Sur les trois ans de formation, on a normalement 60 semaines de stage, explique Maxime, 20 ans, étudiant à l'Institut de formation en soins infirmiers à Strasbourg. Avec le Covid, on en a passé entre 5 et 20 à renforcer les aides-soignants au lieu d'apprendre le métier d'infirmier. Cela ne devrait pas nous empêcher de trouver du travail à la sortie car on manque d'infirmiers absolument partout,

mais si un employeur a le choix entre un professionnel qui a suivi toute sa formation comme prévu et un autre qui l'a suivie à la maison, avec 20 % de formation pratique en moins, lequel choisira-t-il d'après vous ? » Inscrit à la faculté de chirurgie dentaire de Lille, Gauthier, 23 ans, nourrit les mêmes inquiétudes. « Au premier confinement, les stages ont été complètement suspendus », raconte-t-il. Impossible de mettre en application les cours et TP sur des patients sous la supervision d'un professeur.

EMPLOYEURS RASSURANTS

Après deux mois et demi de « congé » forcé, Gauthier est enfin autorisé à remettre les pieds à la clinique dentaire du CHRU. « Mais seulement à raison d'une fois par semaine contre cinq en temps normal », précise-t-il. Résultat : depuis un an, il n'a pratiqué aucun curage de carie ou traitement de racines, qui sont pourtant le pain quotidien des dentistes.

« Cette année, je commence les remplacements en cabinet de ville. Le rythme est tellement intense qu'on ne peut pas se permettre de douter de sa technique de soin, ce qui est pourtant mon cas... » Malgré tout, Gauthier ne se tracasse pas plus que ça de son sort. « J'ai déjà un an et demi de formation clinique derrière moi et le chirurgien-dentiste chez qui j'interviens

m'aide à combler mes lacunes. Mais cela va être une catastrophe dans un an quand la promotion d'après arrivera en cabinet. »

Les employeurs se veulent, eux, plutôt rassurants. « Oui, les jeunes diplômés des années Covid auront peut-être bénéficié d'un peu moins de pratique que leurs prédécesseurs, reconnaît Pierre Verzat, président de Syntec Ingénierie. Oui, ils auront sans doute besoin d'être un peu plus accompagnés que d'habitude au moment de leur prise de poste. Mais quand on recrute un candidat, on ne regarde pas seulement son niveau de qualification. On prend aussi en compte ses compétences humaines. »

La période du Covid aura-t-elle un effet sur l'empathie, la capacité de résilience ou d'adaptation des nouvelles générations ? Ou bien encore sur la capacité à travailler à distance, en groupe ou seul ? « Cet épisode m'a déjà permis de gagner en autonomie », assure Jonathan, 22 ans, étudiant à Rennes School of Business. Il devait partir en Chine en 2020, il a changé ses plans, déniché des stages entre Paris, Bordeaux et Barcelone.

« Je suis sûr que ce seront des points bonus pour la suite. Les employeurs se diront : puisque ces jeunes se sont démenés pendant la pandémie, ils seront aussi prêts à se battre dans toutes les situations », conclut Jonathan. ●

ÉLODIE CHERMANN



PROGRAMME DE MANAGEMENT

POST-BAC EN 3 ANS
ALTERNANCE POSSIBLE
EN 3^E ANNÉE

5 DOMAINES DE SPÉCIALISATION

- MANAGEMENT & BUSINESS
- FINANCE & IMMOBILIER
- MARKETING, COMMUNICATION, DIGITAL
- LUXE & VINS
- SPORT BUSINESS



BACHELOR INSEEC.COM

PARIS / LYON / BORDEAUX / LONDRES / SAN FRANCISCO



IT ALL STARTS HERE*

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW

Bachelor in Management (BSc)

3 ans **3** pays **1** programme

- **Étudiez sur 3 campus ESCP**
Berlin, Londres, Madrid, Paris ou Turin
- **Un Bachelor of Science d'excellence**
Management | Matières quantitatives | Sciences sociales
- **Grade de Licence, diplôme visé Bac+3**
100% en anglais dès la première année

escp.eu/bachelor

ESCP bénéficie des meilleures accréditations internationales.
Nos campus européens sont officiellement reconnus dans leur pays.

Une école de



5 European Higher Ed
accreditations

*tout commence ici